

Royaume du Maroc
Conseil National des Droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

12Avril 2012

12 أبريل 2012

Réparation communautaire : les précisions du CNDH



Suite à la publication en première page de notre édition du 7/8 avril 2012, d'un article intitulé «Levée de boucliers contre la réparation communautaire : Le CNDH sera incessamment audité», nous avons reçu du Conseil national des droits de l'Homme un droit de réponse qui, se veut porteur de précisions à l'attention de l'opinion publique.

Nous tenons à affirmer cependant que le journaliste auteur dudit article n'a fait que rendre compte d'une réunion à laquelle il était bel et bien présent à Agdz, à l'hôtel Timzouline, pour être plus précis. Pour ce qui est de la confusion concernant le nom ou la fonction de Mohamed Essabar, nous avons par nous-mêmes procédé à la publication d'un erratum pour nous excuser de cette malencontreuse et bien regrettable erreur aussi bien à l'égard du CNDH que de nos lecteurs.

Voici par ailleurs le texte envoyé par le service de communication du CNDH

Suite à la publication dans l'édition du journal Libération du 7/8 avril 2012, en première page, de l'article intitulé "Levée de boucliers contre la réparation communautaire", le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) porte à la connaissance de l'opinion publique les éléments d'information suivants.

1- Recommandation importante de l'Instance Equité et Réconciliation (IER), le programme de réparation communautaire a été financé par l'Union européenne (UE), le gouvernement du Royaume du Maroc, et plusieurs partenaires publics pour un coût global de 102 millions de dirhams dont un apport de l'UE et de l'UNIFEM de près de 37 millions de dirhams. Les fonds ainsi alloués ont été gérés directement par la Fondation de la Caisse de dépôt et de gestion(CDG), qui a mis en place et assuré la prise en charge d'une Unité de gestion du programme (UGP).

2- Afin d'assurer justement la transparence de l'ensemble du programme et de garantir la participation directe du plus grand nombre de partenaires, l'élaboration, la mise en oeuvre et l'évaluation de ce programme, plusieurs instances de validation politique et technique ont été mises en place.

3- La Commission nationale de suivi du programme de la réparation communautaire est ainsi chargée de veiller au respect de la conformité globale des actions soutenues avec les recommandations de l'IER et leur philosophie. Cette Commission était composée de plusieurs acteurs significatifs de la société civile, choisis en raison de leur implication dans le processus d'élaboration des dites recommandations durant le mandat de l'IER : MM. A. Rachdi, L. Kamal, O. Bettas, J. Chichaoui, A. Manouzi, M. Soual, D. El Yazami, O. Benameur et I. Moussaoui.

4- Le Comité de pilotage, doté d'un rôle de pilotage politique, est composé du CNDH, des ministères des Finances et de l'Intérieur, de l'ONU-Femmes, de l'UE, de la Coordination nationale de l'INDH, de la Fondation CDG, de deux représentants de la commission nationale de suivi du programme de la réparation communautaire et de deux représentants du Conseil des coordinations locales.

5- Treize coordinations locales chargées de promouvoir la participation locale et de garantir la visibilité et la gestion technique du programme sur le plan régional et composées du CNDH, des collectivités locales, des services décentralisés de l'Etat, des relais locaux de l'UGP, et des associations partenaires du programme sous l'autorité de M. le Gouverneur.

6- Le Conseil des coordinations locales chargé d'assurer la circulation de l'information entre les coordinations et leur représentation au sein du comité de pilotage.

7- La sélection des projets a été soumise à des procédures on ne peut plus transparentes. Ainsi, les appels à projets ont été systématiquement rendus publics via le site web du CNDH, de la CDG, de l'Union européenne et dans la presse nationale. Cette publication était systématiquement suivie par l'organisation de sessions d'information, à destination des acteurs associatifs locaux, ayant pour objectifs l'explication approfondie des différentes procédures d'élaboration et de soumission des projets. Les projets reçus à l'UGP étaient étudiés selon les critères de l'Union européenne, par une commission d'évaluation avant d'être soumis pour examen final et validation au comité de pilotage composé, comme indiqué ci-dessus, d'une dizaine de membres d'horizons différents. Le choix des associations bénéficiaires, était arrêté selon plusieurs critères, dont notamment, la pertinence des propositions, l'expérience des porteurs dans le domaine et l'avis de la coordination locale du programme réparation communautaire. Ce processus a permis le financement de 130 actions. Enfin, le suivi des projets associatifs financés est assuré par des contrats-projets qui déterminent les engagements de l'association partenaire, et le rôle de l'Unité de gestion du programme rattachée à la fondation CDG en matière de supervision et de suivi des réalisations techniques et financières et l'organisation d'audits. Toute association qui estime avoir été exclue du programme peut saisir le comité de pilotage pour contester la décision qui la concerne.

8- Concernant la province de Zagora, deux appels à proposition destinés aux associations locales ont été publiés, respectivement le 23 juillet 2008 et le 23 avril 2009 dans le quotidien "Le Matin" et sur les sites web du CNDH, de la CDG et de la Délégation de l'Union européenne.

La publication des appels a été suivie, comme dans les autres provinces, par des sessions d'information et de formation des acteurs associatifs locaux, pour expliquer les différentes procédures d'élaboration et de soumission des projets. A l'issue de ces deux appels, une trentaine de propositions de projets a été reçue par l'UGP/FCDG et étudiée selon les critères indiqués ci-dessus par la commission d'évaluation avant d'être soumise pour examen final et validation au comité de pilotage, en vertu des critères appliqués nationalement et de l'avis de la coordination locale du programme réparation communautaire de Zagora qui a validé les listes des associations retenues lors de ses réunions du 20/12/2008 et du 8/10/2009. Le nombre total des associations retenues à l'échelle de la province de Zagora est de 8, ce qui avoisine la moyenne générale enregistrée nationalement (8.6 projets par province).

9- En plus de l'audit réalisé par l'Inspection générale des finances du 11 mai au 30 juin 2011 pour les exercices 2007-2008-2009-2010, le programme a fait l'objet d'un audit réalisé à mi-parcours par le Cabinet Maroc Baker Tilly, selon les 7 critères conventionnels de l'Union européenne : pertinence, efficacité, efficience, impact, durabilité, cohérence/complémentarité, valeur ajoutée communautaire, visibilité. Cet audit a abouti aux conclusions suivantes (extrait du rapport d'audit)

- Pertinence : Le Programme est, globalement, d'incontestable pertinence ;
- Efficacité : Les objectifs de l'intervention ont été formellement atteints tant au niveau de l'exécution de la Convention de financement que dans les résultats de l'action ;
- Efficience : Les effets attendus ont été obtenus avec le moins de ressources possibles (fonds, expertise, temps, coûts administratifs, etc.) ;
- Impact: Les objectifs globaux et spécifiques fixés dans la Convention de financement ont été atteints;
- Durabilité : Le programme a produit un effet multiplicateur, caractéristique de la durabilité ;
- Cohérence/complémentarité: L'Etat a répondu aux objectifs mêmes de la réparation communautaire en rendant disponible une enveloppe financière ;
- Valeur ajoutée communautaire: L'intervention de l'UE dans le processus réparation communautaire a produit l'effet d'entraînement attendu ;
- Visibilité : La visibilité du programme est manifeste dans les régions visitées.

10- L'article fait allusion aux fonds alloués pour la construction du mur du cimetière et aux revêtements des rues de la localité d'Agdez. Le programme réparation communautaire n'a financé aucun projet de ce genre.

11-L'audit dont a parlé M Mohamed Essabar, lors de la rencontre, est un audit organisationnel national, mené actuellement, qui a pour objectif d'accompagner l'adaptation du CNDH aux nouvelles dispositions du Dahir portant création du CNDH, en termes de prérogatives et de structuration (un Conseil national, treize commissions régionales et treize observatoires). Cet audit ne concerne en aucun cas le programme de la réparation communautaire, audité par ailleurs comme indiqué ci-dessus.

12- Un colloque national, regroupant l'ensemble des acteurs impliqués a été organisé en février 2012. Il a permis notamment la présentation publique de l'ensemble des actions soutenues et une discussion publique sur les modalités de suivi, en vue notamment de garantir la durabilité de certaines actions.

13- Les allégations relatives aux détournements de fonds auxquelles fait allusion l'article (enrichissement personnel), constituent des propos diffamatoires. Le CNDH se réserve le droit d'apporter les suites nécessaires qui conviennent à de tels propos.

ضحايا سنوات الرصاص يعودون للشارع

قرر ضحايا سنوات الرصاص النزول مجدداً إلى الشارع، حيث دعا المكتب التنفيذي للمنتدى المغربي للحقيقة والإنصاف إلى مسيرة وطنية يوم الأحد 15 ابريل الجاري، من أجل الدفاع عن حق الضحايا في الإدماج الاجتماعي تنفيذاً لتوصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، واحتجاجاً على ما تعتبره جمعية ضحايا سنوات الرصاص مراوغة ملف الإدماج الاجتماعي لمكانه، رغم سلسلة من الحوارات مع المجلس الوطني لحقوق الإنسان.

المسيرة الوطنية لضحايا سنوات الرصاص تعد أول مسيرة ينظمها هؤلاء في عهد الحكومة نصف الملتحية، حيث عبر المكتب التنفيذي للمنتدى عن رفضه لتصريح وزير العدل بعدم استعداد الحكومة لتفعيل توصية هيئة الإنصاف والمصالحة المتعلقة بوجوب مصادقة المغرب على إلغاء عقوبة الإعدام، مشيراً إلى أن هذه التوصية ومجموع التوصيات الأخرى هي التزام وطني موجب للتنفيذ بحكم مصادقة رئيس الدولة عليها وأمره بتنفيذها. وقد عبرت العديد من الجمعيات الحقوقية عن نيتها المشاركة في هذه المسيرة.



تسخينات قوية بين أوساط حقوقية والحكومة تنظيم مسيرة وطنية يوم الأحد 15 أبريل للمطالبة بتطبيق توصيات تقرير هيئة الإنصاف والمصالحة

المنتدى أصبح مدعوما ومساندا من طرف الائتلاف المغربي لهيآت حقوق الإنسان الذي يضم 18 تنظيما حقوقيا وطنيا ويتعلق الأمر بجميع أهم التنظيمات الحقوقية في البلاد، هذا الائتلاف أعلن في بلاغ له تنظيم ندوة صحافية يومه الخميس 12 أبريل ابتداء من العاشرة صباحا بمقر النقابة الوطنية للصحافة المغربية لشرح وتقديم مبررات مكونات هذا الائتلاف في شأن مساندة ودعم المنتدى في مبادرة تنظيم المسيرة الوطنية.

الإنسان الذي تحول إلى المجلس الوطني لحقوق الإنسان والحكومة والقطاعات المعنية بها بالعمل على تفعيل مضامينه، وأساسا منها ما يتعلق بإدماج الضحايا وإعادة تأهيلهم للاندماج في المجتمع وكشف الحقيقة والاعتذار الرسمي والعلني والإصلاحات المؤسساتية والدستورية والتشريعية والتربوية ووضع الاستراتيجية الوطنية لمناهضة الإفلات من العقاب. والجديد في هذه التسخينات التي سيكون لها ما يليها بكل تأكيد أن تحرك

تجري تسخينات حقيقية بين أوساط حقوقية متعددة وحكومة الأستاذ بكيان، وتؤشر هذه التسخينات على تصعيد ملحوظ في المواجهة بين الطرفين، فلقد أعلن المنتدى المغربي للحقيقة والإنصاف عن تنظيم مسيرة وطنية يوم الأحد المقبل 15 أبريل الجاري احتجاجا على وصف المنتدى استمرار الحكومة في تجاهل تنفيذ التوصيات الواردة في التقرير الختامي لهيئة الإنصاف والمصالحة والتي سبق للدولة أن صادقت عليه وكلفت المجلس الاستشاري لحقوق



الصبار: بنكيران ملزم بتنفيذ ما وقعته حكومة سلفه مع المعطلين حول التوظيف المباشر

فبراير. كوم في الاربعاء 11 أبريل 2012 الساعة 21:39

استغرب محمد الصبار الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان من تصريح رئيس الحكومة الذي أعلن فيه أن حكومته ضد التوظيف المباشر، وأن حكومة عباس الفاسي أخطأت عندما وقعت محضرا يقضي بالتوظيف المباشر لأربع تنسيقيات من المعطلين .

وقال الصبار أثناء استقباله يوم الثلاثاء تنسيقيات الأطر العليا أن حكومة عبد الإلاه بنكيران ملزمة بتنفيذ المحضر الذي وقعته حكومة الفاسي بتاريخ 20 يوليوز 2011، لأن ذلك من صميم التزامات الدولة في إطار استمرارية المرفق العمومي، ثم طلب الصبار من ممثلي التنسيقيات الأربع إمداده بلوائح المعطلين المعنيين بمحضر 20 يوليوز، مؤكدا لهم أن المجلس الوطني لحقوق الإنسان سوف يرسل رئيس الحكومة ووزير التشغيل، كما سيطلب وساطة المجلس الاقتصادي والاجتماعي في الموضوع.

قال للمعطلين إن الحكومة الحالية ملزمة باحترام تعهدات سابقتها

الصبار «يستغرب» تصريح بنكيران ويطالب بالتشغيل المباشر للمعطلين

سليمان الريسوتي

وزير التشغيل والتكوين المهني، في اتصال أجرته معه «المساء»، أن يكون سمع من رئيس الحكومة ما يفيد عدم التزامه بتعهدات الحكومة السابقة، مضيفاً: «على الحكومة الحالية أن تفي بالتزامات سابقتها، كما أن عليها أن تشغل الناس إذا كان بإمكانها ذلك، لأننا جئنا لتخفيض نسبة البطالة داخل المجتمع. لكن ما لا أستوعبه هو إصرار بعض الإخوان على التوظيف في الإدارة».

من جهتها، أصدرت التتسيقيات الأربع (الموحدة - الأولى - الوطنية - المرابطة) بياناً «هدت» فيه بدخوض أشكال نضالية مفتوحة وغير مسبقة في مختلف الواجهات الميدانية بداية من هذا الأسبوع، خصوصاً بعد تجاهل الجهات المكلفة بتدبير الملف للقيمة القانونية والحقوقية لمطالبهم العادلة».

يذكر أن الوزير الأول السابق عباس الفاسي كان قد وقع، في يوليوز من السنة الماضية، محضراً بتعهد فيه بتشغيل ما يناهز 2800 من الأطر العليا المنضوية تحت لواء التتسيقيات الأربع التي كانت قد دخلت في اعتصام فائق الأسبوع داخل مقر حزب الاستقلال بالرباط



«استغرب، محمد الصبار، الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان - خلال استقباله، يوم أمس الثلاثاء، تتيسيقيات الأطر العليا- الموقف الأخير لعدد الإله بنكيران، رئيس الحكومة، الذي أعلن فيه أن حكومته ضد التوظيف المباشر، وإن حكومة عباس الفاسي أخطأت عندما وقعت محضراً يقضي بالتوظيف المباشر لأربع تتيسيقيات من المعطلين».

وقال الصبار للمعطلين: «حكومة عبد الإله بنكيران ملزمة بتنفيذ المحضر الذي وقعته معكم حكومة الفاسي، بتاريخ 20 يوليوز 2011، لأن ذلك من صميم التزامات الدولة في إطار استمرارية المرفق العمومي». وطلب الصبار من ممثلي التتيسيقيات الأربع إمداده بلوائح المعطلين المعنيين بمحضر 20 يوليوز المنصرم، مؤكداً لهم أن المجلس الوطني لحقوق الإنسان سوف يرسل رئيس الحكومة ووزير التشغيل، كما سيمتدح وساطة المجلس الاقتصادي والاجتماعي في الموضوع. من جهته، نفى عبد الواحد سهيل،



زوجات وأمهات بعض الضحايا

تليكسبريس - متابعة

قرر ضحايا سنوات الرصاص الخروج إلى الشارع يوم 15 ابريل الجاري احتجاجا على عدم تضمين الحكومة التي يقودها عبد الاله بنكيران تنفيذ توصيات هيئة الانصاف والمصالحة الخاصة بالتسوية الإدارية والإدماج الاجتماعي في مشروع مالية 2012 .

وقرر ضحايا سنوات الرصاص الخروج في مسيرة، بعدما علموا أن ملفهم أصبح بيد أعضاء الحكومة وليس **المجلس الوطني لحقوق الإنسان الذي يرأسه إدريس اليزمي**.

وكان رئيس المنتدى المغربي للحقيقة والإنصاف وجه رسالة إلى بنكيران عقب تعيينه رئيسا للحكومة، بهدف تضمين تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة في مشروع المالية، غير أن هذه المطالب لم يتم الاستجابة إليها، وهو ما دفع هؤلاء إلى الخروج في مسيرة احتجاجا على حكومة بنكيران.

ضحايا سنوات الرصاص يخرجون في مسيرة احتجاجا على حكومة بنكيران

الأربعاء, 11 أبريل 2012 11:22



قرر ضحايا سنوات الرصاص الخروج إلى الشارع يوم 15 ابريل الجاري احتجاجا على عدم تضمين الحكومة التي يقودها عبد الاله 2012 بنكيران تنفيذ توصيات هيئة الانصاف والمصالحة الخاصة بالتسوية الإدارية والإدماج الاجتماعي في مشروع مالية

وقرر ضحايا سنوات الرصاص الخروج في مسيرة، بعدما علموا أن ملفهم أصبح بيد أعضاء الحكومة وليس المجلس الوطني لحقوق وكان رئيس المنتدى المغربي للحقيقة والإنصاف وجه رسالة إلى بنكيران عقب تعيينه رئيسا. الإنسان الذي يرأسه إدريس اليزمي للحكومة، بهدف تضمين تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة في مشروع المالية، غير أن هذه المطالب لم يتم الاستجابة إليها، وهو ما دفع هؤلاء إلى الخروج في مسيرة احتجاجا على حكومة بنكيران

معتقلو السلفية الجهادية في المغرب يعلنون العصيان ويضربون عن الطعام

بوشعيب النعامي - الرباط

يخوض معتقلو السلفية الجهادية إضرابا مفتوحا عن الطعام، احتجاجا على ما أسموه بـ «الأوضاع المزرية التي يعيشونها داخل السجون» مهددين بالتصعيد في حال ما لم تتم الاستجابة لمطالبهم. وأكد المضربون في بيان لهم، أن إضرابهم عن الطعام جاء كرسالة موجهة لمن يهمله الأمر، بعد أن «صرنا حمى مستباحة وكائنات حية خارج اهتمام الأحياء، والجهات الوصية منذ 11 شهرا».

وهدد المعتقلون بنقل ما أسموه حرب «الأمعاء الخاوية»، إلى كل السجون التي يوجد بها معتقلو السلفية الجهادية، منتقدين المجلس الوطني لحقوق الإنسان، لأنه يمارس سياسة سد الآذان ويتعمى عن الانتهاكات التي يتعرضون لها داخل السجون، داعين حكومة بنكيران إلى التعجيل بإعادة النظر في ملفاتهم.

وبحسب المراقبين فإن خطوة السلفيين بالتصعيد مجرد محاولة للضغط على وزير العدل والحريات للاستجابة لمطلب شيوخ السلفية الجهادية، الذين طالبوا بإطلاق سراح بقية المعتقلين والموجودين في السجن، من اتباع هذا التيار الديني، في حال ما إذا أرادت الدولة التسامح معهم عقب الإفراج عنهم مؤخرا، حيث دعا كل من حسن الكتاني وعبد الوهاب الرفيقي الملقب وعمر الحدوشي، الدولة المغربية، إلى إعادة فتح تحقيقات حول الأحداث الإرهابية، التي شهدتها الدار البيضاء، عام 2003، مطالبين بتسليط الضوء على هذا الملف، الذي اعتبروه صناعة مخبرانية ليس إلا، والذي نتج عنه اعتقال المئات من تيار السلفية الجهادية والحكم عليهم بأحكام كبيرة. وطالب الائتلاف المغربي لهيئات حقوق الإنسان رئيس الحكومة بالتدخل لوقف معاناة المعتقلين السياسيين المضربين عن الطعام وإنقاذ حياتهم بعد أن استمر إضرابهم عن الطعام وقتا أطول وصل فيه أحدهم إلى أكثر من 110 أيام.

ووجه الائتلاف المغربي لهيئات حقوق الإنسان «المشكلة من 18 هيئة حقوقية مغربية»، رسالة إلى بنكيران، حصلت «الشرق» على نسخة منها، ندد فيها بالوضع الذي يعيشه السجناء السياسيين المضربون عن الطعام، و«قيام إدارة السجون باطعام المضربين ضد إرادتهم». ودعت الرسالة بنكيران، إلى التدخل العاجل لإنقاذ حياة المضربين، وعدم انتقال الإضراب إلى سجناء آخرين إذا لم يجر التجاوب مع مطالبهم، مستعرضا نماذج من مظاهر الوضع السيئ للسجناء المضربين، التي تدفع تلك الأوضاع إلى الإضراب عن الطعام، ومنها «استمرار اعتقال عدد من هؤلاء السجناء دون محاكمتهم»، و«التماطل في محاكمة آخرين».

ويتوزع هؤلاء المضربون عن الطعام بين سجون مدن مغربية عدة هي تازة وفاس وأسفي والراشيدية والدار البيضاء وسيدي إفني ومراكش وأغادير. يذكر أن الرصيد كشف قبل أيام عن فتح حوار وطني، لحل ملف المعتقلين السياسيين في أكتوبر المقبل، أي مباشرة بعد الانتهاء من صياغة الميثاق الوطني لإصلاح العدالة.

ATELIER DES MEDIAS



Escalade de la répression contre les sub-sahariens

- Publié par [YENE Fabien Didier](#) le 11 Avril 2012 à 23 30
- [Afficher le blog](#)

Au cours des mois de septembre et décembre 2011, dans les villes de Rabat et Casablanca, la police a mené de vastes opérations de ratissage de ces indésirables migrants sub-sahariens présents sur le sol marocain. A la suite de ces événements, les associations de défense des droits de l'Homme et d'accompagnement des étrangers au Maroc ont rédigé des communiqués pour dénoncer les fréquentes atteintes à la dignité et aux droits humains dont sont victimes les migrants au Maroc. En tant que Président du Collectif des Migrants Subsahariens au Maroc (CCSM), j'ai envoyé le 17 janvier 2012 une lettre ouverte à Messieurs Abdellatif Maâzouz (Ministre Délégué auprès du Chef du Gouvernement chargé des Marocains résidents à l'étranger), Abdelhamid El Jamri (Président du Comité pour les travailleurs migrants) et Driss El Yazami (Président du Conseil National des Droits de l'Homme au Maroc et Président du Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger), pour les alerter sur les pratiques d'arrestation arbitraires et indignes dont sont victimes les personnes en provenance d'Afrique noire.

Depuis, la répression s'est encore accentuée : cette fois, c'est dans la Sainte ville de Fès, traditionnellement réputée pour sa qualité d'accueil, sa tolérance et son humanisme, que la chasse au faciès a repris de plus belle puis s'est répandue jusqu'aux villes frontalières de Nador et Halocéima. C'était le 1^{er} avril 2012. Or, quelques jours auparavant (les 25 et 26 mars), Monsieur Martin Schulz, Président du Parlement Européen, était à Casablanca en visite officielle pour assister à une session de l'Assemblée Parlementaire de l'Union Européenne pour la Méditerranée dont l'ordre du jour était : « la coopération dans la lutte contre le terrorisme et l'immigration clandestine et le renforcement du partenariat entre le Maroc et l'UE »...

Moins d'une semaine après cette visite, les sub-sahariens de Fès sont tombés dans un véritable traquenard : tout a commencé après une rencontre de football, remportée par une équipe marocaine de Ligue I contre une équipe guinéenne. Malgré la victoire, les supporters marocains s'en sont pris aux sub-sahariens venus soutenir leur équipe. Personne n'a été épargné : ni les femmes, y compris enceintes, ni les enfants, y compris en bas âge. La chasse aux noirs s'est ensuite poursuivie jusqu'aux quartiers où résident ces migrants, où ils ont été victimes de jets de pierres par leurs jeunes voisins marocains.

Deux jours plus tard, la police a lancé une opération de grande envergure contre tous ces supposés clandestins. Tous se sont vus arrêtés ou expulsés. Parmi eux, des étudiants ont été

placés en garde-à-vue puis finalement relâchés après quelques heures, sur présentation de titres de séjours, en règle, oubliés chez eux... Les autres sub-sahariens eux, ont été refoulés à Oujda et ont été, une fois de plus, pris dans le jeu de ping-pong entre le Maroc et l'Algérie (le Maroc le repoussant en Algérie et l'Algérie les renvoyant au Maroc).

On peut ainsi en déduire que le Maroc a rapidement mis en application les directives de Monsieur Schulz, et satisfait aux exigences de son maître : l'Union Européenne. C'est donc en expulsant ses frères et sœurs africains que le Maroc espère gagner le respect de l'UE et quelques subventions. Le même phénomène a été observé en Mauritanie, où les étrangers noirs ont été massivement pris pour cible, sans distinction de sexe ou d'âge.

En somme, le Maghreb bafoue sans vergogne les liens historiques et géographiques qui l'unissent à l'Afrique Noire, oubliant que, « *Le Maroc est un arbre dont les racines sont plantées en Afrique mais dont le feuillage respire l'air de l'Europe* » comme le soulignait justement feu Sa Majesté le roi Hassan II.

Le collectif des Communautés Sub-sahariennes au Maroc (CCSM) s'indigne de cette escalade et s'interroge : combien de temps encore les pays du Maghreb resteront-ils inféodés aux puissances financières européennes qui leur dictent leurs politiques migratoires et leur font des leçons de démocratie, sans jamais balayer devant leurs portes ? Quand le Maghreb définira-t-il enfin ses propres politiques migratoires ? Au nom de tous les migrants sub-sahariens présents au Maghreb, nous espérons que les Printemps Arabes verront s'épanouir la fleur de la liberté pour tous car, nous en sommes convaincus, un autre Maghreb est possible.

Fait à Paris, le 11 avril 2012

Fabien Didier YENE, Président du Collectif des Migrants Subsahariens au Maroc (CCSM), consultant en migrations sub-sahariennes et auteur de « Migrant au pied du mur » (Atlantica-Séguier, juin 2010).

Le soir

Maroc

11 avril 2012

Les diplômés chômeurs haussent le ton

Ecrit par [Leïla Hallaoui](#)

Lors d'une précédente manifestation à Rabat.

« Nous continuerons à crier notre droit et à défendre nos camarades incarcérés quel que soit le coût », promet le Comité du bureau exécutif de l'ANDCM à l'occasion d'une conférence organisée, mardi 10 avril au siège de l'AMDH. Les diplômés chômeurs y ont exprimé indignation et colère contre « la censure dont font l'objet les manifestations populaires » et « l'intervention musclée » ayant abouti à l'arrestation et à la détention de plusieurs diplômés chômeurs. Au total, d'après l'ANDCM, ce sont 11 manifestants qui ont été présentés au tribunal de première instance de Rabat dimanche dernier.

Au menu de la révolte

« La justice a décidé de les poursuivre en état de liberté provisoire, et nous attendons toujours que soit fixée la date de la première audience », indique le Comité. Pour l'ANDCM, le moment est venu de monter au créneau. Elle annonce une grosse manifestation qui a démarré, hier, par l'organisation d'une marche à 15h vers le ministère de la Justice et des libertés où les grévistes ont décidé d'observer un sit-in. **Aujourd'hui, c'est par le même biais que les révoltés exprimeront leur colère, mais cette fois-ci devant le siège du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH).** Tandis que demain, l'ANDCM compte effectuer une marche vers le ministère de l'Emploi pour observer un sit-in à partir de 11h. « Notre bataille est ouverte depuis le 3 avril sous le slogan : le militantisme pour une politique nationale démocratique et populaire dans le secteur de l'emploi. Nous revendiquons notre droit au travail et la reconnaissance de la légalité de notre association en attente depuis 20 ans déjà », déclare le bureau exécutif.

Des revendications et des témoignages

Un emploi et une intégration directe dans la fonction publique, les diplômés chômeurs n'ont eu de cesse de réitérer leur revendication refusant catégoriquement toute possibilité d'emploi dans le secteur privé. « Nous voulons un véritable dialogue sur notre dossier revendicatif. Jusqu'à ce jour, on nous a gavés juste de promesses qui n'ont finalement pas été tenues », regrette le Comité. Autre revendication : la libération des manifestants détenus et la renonciation aux poursuites engagées contre les membres de l'ANDCM. A la conférence, cette dernière a tenu à présenter quelques uns de ses membres qui avaient été détenus avant d'être relâchés. Tous racontent le calvaire d'une « détention abusive accompagnée de violences physique et verbale ». « Nous avons adressé des lettres à l'ensemble des départements concernés par notre problème. Nous avons également envoyé un fax à la

primature et au ministère de l'Intérieur, mais nous attendons toujours des réactions favorables », affirme l'ANDCM. ◆

Revue de Presse du Conseil National des droits de l'Homme

Communiqué des ong

مسيرة في اتجاه "المجلس الوطني لحقوق الانسان" متوج باعتصام

- تجسيديا لمقررات المجلس الوطني المنعقد نهاية الاسبوع الماضي بخصوص تسطير الاشكال النضالية في اطار معركة ج و ح ش م م " الشطر السادس " معركة التبات و النضال من اجل الدفاع عن حق الاحتجاج اثر هجوم النظام القائم واجهازه على الحريات النقابية والسياسية للشعب المغربي وخاصة هجومه على فروع الجمعية , بعدما كرس دستورا غير نابع من الجماهير الشعبية و اقدمه على تمرير انتخابات مهزلة افرزت حكومة " هجـيـنة " اختلط فيها الاسلامويون واعدائهم بالامس غير البعيد ليطلوا على الشعب المغربي بالزرواطة والاعتقالات من طنجة تازة بنو بو عياش بوكيدان اميضر ... الى اقصى الجنوب . وغير بعيد يوم الجمعة الفارط جوبت مسيرة الجمعية السلمية بالقمع والاعتقال " 11 معتقلا " تم اطلاق سراحهم بعد انعقاد المجلس الوطني للجمعية مساء يوم السبت .

اليوم وانسجاما وخلصات المجلس نفذت الجمعية شكلها النضالي بمسيرة من قبالة مقر الاتحاد المغربي للشغل في اتجاه " المجلس الوطني لحقوق الانسان " الذي كان يجب ان يدافع عن حقوق الانسان المغربي " فلاحا كان او عاملا او طالبا و معطلا او مشردا..... " في الوقت الذي يدافع عن الزرواطة والاعتقال لكل طالب حق . مسيرة الآلاف من المعطلين : الجمعية الوطنية هنا , الاطر المعطلة هناك , اليوم بالرباط تندد بالقمع والاعتقال : اربعة اطر اليوم معتقلة و اصابات عديدو في صفوف الاطر فيما لم تشهد الجمعية اي تدخل . من جهة اخرى تشهد الجمعية حلقيات تعبوية خلال أشكالها النضالية : حلقيات نقاش عارمة يناقش فيها رفاق الجمعية المهام المطروحة على عاتق الجمعية في هذه المعركة الممركزة من جديد في الرباط و اشكالات الشعب المغربي وآفاق النضال المشترك وتوحيد النضالات